

CIRCULAIRE N° 009 -2019/OTR/CI

**RELATIVE AUX EXERCICES D'APPLICATION DES TAUX DE LIQUIDATION DE L'IMPÔT SUR LE
REVENU ET DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

La loi N°2018-020 du 20 novembre 2018, portant Loi de Finances Gestion 2019, a apporté des précisions relatives à sa période d'application.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi, « sous réserves de dispositions contraires, la présente Loi s'applique :

- aux exercices non prescrits en matière du droit de contrôle et de reprise de l'administration fiscale ;
- aux recouvrements des exercices antérieurs non prescrits ;
- à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2018 et des années suivantes ;
- à l'impôt sur les sociétés dû au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2018 ;
- à compter du 1^{er} janvier 2019 pour les autres dispositions fiscales. »

Il convient de préciser que les alinéas 3 et 4 ci-dessus relatifs à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés, ne sont applicables qu'aux opérations de restructuration des entreprises en difficultés bénéficiant d'un régime dérogatoire telles que prévues à l'article 5 de ladite loi.

S'agissant des dispositions figurant dans le nouveau Code général des impôts (loi N°2018-024 du 20 novembre 2018, portant Code Général des Impôts) et le livre des procédures fiscales, en ce qui concerne les règles d'assiette et de liquidation, l'article 644 du CGI précise ce qui suit : « **la présente loi prend effet pour compter du 1^{er} janvier 2019 et sera exécutée comme loi de l'Etat** ».

En clair, les taux à appliquer aux revenus des exercices clos au 31 décembre 2018 autres que ceux des entreprises en restructuration **bénéficiant d'un régime dérogatoire**, à déclarer en 2019 (DAS, Déclaration annuelle de revenu global et Etats financiers), sont ceux en vigueur en 2018 notamment le barème de l'IR suivant le revenu global et le taux unique de l'IS de 28%.

Les directeurs du Commissariat des Impôts sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'application stricte de la présente circulaire qui fera l'objet de suivi et d'évaluation trimestriels par la Cellule chargée des Programmes, Procédures et Suivi (CPPS).

Fait à Lomé, le **25 JAN. 2019**

Le Commissaire des Impôts




Ahmed Ezzo-Wavana ADOYI